Nous sollicitons votre abonnement

1re ANNEE. — N° 25. 19 AOUT 1920.

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE
123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Leur Politique et la nôtre (*Varine*). — Le complot. Lettre aux travailleurs Américains (*Jacques Sadoul*) — Lettre de Russie (*G.-M. Serrati*). La question nationale en Finlande (*G. Sirola*). — Chronique Internationale : Bulgarie (*D. Blagoïeff*), Pologne. — Documents divers.

Leur Politique et la Nôtre

Une centaine de membres du Parti ont adressé à la C.A.P., à la fin de juillet, une déclaration répudiant l'attitude de Cachin et de Frossard, dont le point de vue n'est pas encore défini. Ils ont demandé la publication de leur protestation dans l'*Humanité*, et la C.A.P. s'est refusée à leur donner satisfaction. De sorte que nous avons eu connaissance de ce document grâce à un journal capitaliste, l'*Ere Nouvelle*.

Il est simplement scandaleux que la C.A.P. s'arroge le droit de connaître seule d'une manifestation si importante, dont l'ensemble du Parti devrait être informé.

Ceux qui ont intérêt à perpétuer l'équivoque où se traîne le mouvement socialiste français peuvent se féliciter d'un tel système d'information ; mais ceux qui entendent confronter publiquement leurs conceptions à celles qu'ils combattent, afin d'éclairer et d'éduquer les masses ouvrières, doivent dénoncer la confusion systématiquement entretenue par les dirigeants actuels du Parti, qui en sont à la fois les bénéficiaires et les responsables.

L'impuissance qui caractérise l'action du Parti provient de « l'unité » mensongère qui réunit des éléments, non seulement disparates, mais encore antagonistes. Les signataires du factum dont nous parlons se sont depuis longtemps placés nettement dans les rangs de la bourgeoisie, contre le prolétariat révolutionnaire. Ils ont, dans chaque circonstance où se jouait le destin du prolétariat, pris parti contre le prolétariat. Ils se sont souillés, pendant la guerre impérialiste, de responsabilités dont ils ne se laveront jamais. Ils se sont couverts d'une honte indélébile en préconisant la guerre contre la Russie soviétique. A l'occasion de tous les mouvements de revendication prolétariens, ils font chorus avec le gouvernement capitaliste, encourageant la répression, s'improvisant les auxiliaires de la police. Rien ne les distingue des réactionnaires les plus avérés, sinon la terminologie de leur jargon démocratique. Mais les prolétaires ne s'y trompent plus et savent qu'ils n'ont pas de pires ennemis que les social-traîtres.

Ceux-ci n'ignorent pas la haine qu'ils inspirent et s'efforcent de dissimuler leur véritable politique. Par exemple, ils feignent d'oublier leur motion sur « l'intervention utile » contre la Révolution russe, et ont le toupet d'affirmer qu'ils s'opposèrent toujours à l'intervention. Mais de si méprisables palinodies n'abusent personne. Il était donc utile de donner connaissance au Parti de leur récente déclaration, afin que les militants en soient instruits et puissent se prononcer, au prochain congrès, sur la question de savoir si « l'unité » est possible avec des valets de la bourgeoisie.

Il est non moins nécessaire que les sections et fédérations soient informées de la politique de la fraction centriste, actuellement directrice du Parti, et qui, se différenciant dans une faible mesure de la politique contre-révolutionnaire de la droite *en paroles*, se confond avec cette politique dans *les faits*. Aussi, nous étonnons-nous du silence observé par Cachin et Frossard jusqu'à ce jour, à l'égard des questions qui intéressent la doctrine et la tactique du Parti. Qu'attendent-ils pour publier les documents qu'ils rapportent de Russie ? Ces pièces sont-elles réservées, comme la protestation des social-traîtres, à la C.A.P ?

De telles pratiques ne sont pas tolérables.

Cachin et Frossard sont comptables de leurs paroles et de leurs actes devant la masse des militants, qui ont à en discuter, et non devant un concile d'initiés. Nous avons d'autant plus hâte de voir produire au grand jour leurs déclarations, faites devant le Comité Exécutif de l'Internationale communiste, que Frossard déclara au *Populaire*, à son retour, s'il faut en croire ce journal, que le texte publié par le *Bulletin Communiste* et le *Journal du Peuple* est inexact. Or, ce texte ayant été tiré des *Isvestia* du 4 juillet, le démenti de Frossard s'adresse aux communistes, et nous n'entendons pas rester silencieux. Notre désir n'est nullement de prêter à Frossard des propos qu'il n'a pas tenus, mais seulement de faire connaître la vérité. Si l'*Humanité* ne publie pas les documents originaux reflétant l'action des deux missionnaires, nous saurons porter à la connaissance du Parti ce qu'il faut qu'il sache.

Marcel Cachin et Frossard ont aussi le devoir de prendre position à l'égard du *Comité de la 3e Internationale*. Ce Comité a pris l'initiative et la responsabilité de la propagande communiste ; il a progressivement groupé des forces de plus en plus importantes et se trouve à la veille de faire prévaloir ses thèses au sein du Parti ; il est officiellement adhérent à l'Internationale communiste, et le seul groupement reconnu comme tel. Les partisans sincères de l'action communiste et de l'affiliation à l'organisation du mouvement communiste international n'ont pas d'autre alternative que d'augmenter ses forces et de contribuer à ses progrès. Si nous avons bien compris la « Déclaration » faite par Cachin et Frossard au Comité Exécutif de Moscou, leur intention est de collaborer avec nous. En ce cas, ils n'ont pas un jour à perdre pour se prononcer. Dans le cas contraire, la loyauté leur commande de préciser nettement leurs vûes, afin de permettre au Parti de choisir entre la voie que nous lui offrons et celle qu'ils préconisent.

En attendant qu'ils se déclarent, leurs amis de la veille étalent une politique dont le caractère rétrograde ne peut plus être dissimulé. Nous avons déjà constaté que la rédaction de l'*Humanité* avait désavoué, en leur absence, les deux voyageurs. Aujourd'hui, il y a mieux : le journal officiel du Parti est parvenu à retrancher du discours prononcé par Frossard au Cirque de Paris les passages relatifs à la 3e Internationale !

L'impudence des « reconstructeurs » ne connaît plus de bornes. Hier encore, ils répétaient sur tous les tons : « Attendez les renseignements... Ne vous hâtez pas de faire des commentaires prématurés... Attendez le retour des deux délégués... » Paul Faure ressassait ce refrain chaque jour dans le *Populaire*. Mais les délégués sont revenus, et non seulement les commentaires restent prématurés, mais encore même les renseignements. Sans le *Bulletin Communiste*, qui, étranger aux combinaisons viles, a publié la « Déclaration » de Cachin et Frossard — dont nous persisterons à tenir le texte pour authentique jusqu'à preuve du contraire — les opinions des deux délégués seraient encore tenues sous le boisseau.

La politique de « reconstructeurs » reste ce qu'elle était, en dépit des avis formulés par leurs deux envoyés à Moscou. Nous avons toujours pensé et écrit qu'elle ne pouvait être orientée vers le communisme, car elle est basée sur des conceptions bourgeoises : collaboration des classes, défense nationale, conquête graduelle des pouvoirs publics par le bulletin de vote, réformes consenties par le capitalisme, respect de la légalité, culte de la démocratie bourgeoise, etc... Au contraire, cette politique devra fatalement s'identifier à celle des partis bourgeois et prendre un caractère de plus en plus nettement contre-révolutionnaire, à mesure que la lutte des classes s'intensifiera, comme le prouvent les nombreux exemples de déchéance des partis socialistes réformistes dans les autres pays. Les « reconstructeurs » ne peuvent venir au communisme que s'ils condamnent leur ancienne politique et les errements qu'elle comporte. Or, nous constatons que la plupart d'entre eux (nous parlons des chefs et non des masses, que gagne irrésistiblement le communisme), loin de répudier leurs erreurs, les confirment et s'y entêtent.

Dans l'*Humanité* du 6 août, Mistral publie un article stupéfiant, contenant l'éloge d'Huysmans, qui, pour être un traître souriant et diplomate, n'en est pas moins un traître, un des principaux responsables de l'adhésion des socialistes à la guerre impérialiste, et qui, quelques jours auparavant, au Congrès de Genève, fut le seul à oser prendre la défense de l'ignominieux Alexinsky, mercenaire de Koltchak. Mistral affirme que Huysmans fit tout son devoir pendant la guerre et s'efforça d'appliquer les décisions des congrès internationaux. C'est là narguer effrontément la vérité. Huysmans, devant la volonté générale de toutes les sections de l'Internationale, le pressant de convoquer une conférence, refusa de le faire pendant trois ans, sous prétexte que cela ne plaisait pas à la clique infâme des social-chauvins français, seuls opposants. C'est un fait historique, et nul ne le peut contester.

Après trois années de massacres, il obtint le consentement de MM. Renaudel et Thomas, et c'est alors seulement qu'il tenta la réunion de Stockholm. Mais cette tentative d'assembler, avec de vrais représentants du prolétariat, des assassins du prolétariat, les Scheidemann, les Renaudel, les Vandervelde de tous les pays, ne prouve que la confusion et l'incohérence où se débattait le mouvement socialiste en 1917. Si des socialistes sincères ont bataillé, à cette époque, pour la conférence de Stockholm, c'est que la formule « reprise des rapports internationaux » semblait avoir une vertu magique. Mais il n'est pas douteux que cette conférence, que l'on voulait tenir *avec la permission des gouvernements capitalistes*, n'eût abouti, si cette permission avait été donnée, qu'à un chaos indescriptible, tous les coupables essayant de se condamner les uns les autres, tous les social-chauvins mettant en avant les intérêts de « leur » patrie, c'est-à-dire de « leur » bourgeoisie impérialiste. Seul, le mouvement zimmerwaldien, de formation illégale, traduisant les aspirations du prolétariat martyrisé, pouvait entreprendre, et a entrepris, l'action ouvrière pour la paix. Seuls, les socialistes de la « gauche de Zimmerwald » ont été clairvoyants en affirmant la nécessité et l'inéluctabilité de la scission entre révolutionnaires et contre-révolutionnaires.

Que ces vérités fussent méconnues en 1917, cela s'explique. Mais qu'elles le soient encore de Mistral en 1920, cela prouve que les « reconstructeurs » ont définitivement quitté le terrain de la lutte de classes et de la révolution.

Mistral se classe parmi ceux qui ont résisté à la « psychose de guerre », qui ont tenté de s'entremettre pour faire cesser la guerre et qui n'ont pas été suivis par les masses socialistes. Or, Mistral et ses amis politiques ont, *au contraire*, été victimes de la psychose de guerre ; ils ont tenté de légitimer la boucherie impérialiste, au nom de la défense nationale, et ont voté pendant toute la guerre les crédits militaires. Leur pacifisme n'était pas révolutionnaire, mais bourgeois ; c'était le pacifisme de « l'homme raisonnable » de Wells, le pacifisme de Mac Donald et de Lord Lansdowne. « S'entremettre pour faire cesser la guerre » ne signifie rien. La guerre étant le fruit de la concurrence des impérialismes capitalistes ne peut être terminée que par la lutte contre le régime capitaliste lui-même, par le soulèvement des prolétaires contre l'Etat bourgeois, par la transformation de la guerre des nations en guerre des classes. La Révolution russe a mis fin à la guerre sur le front oriental comme la Révolution d'Allemagne et d'Autriche, plus tard, sur le front occidental. Et la guerre continue encore en Europe parce que le capitalisme y subsiste.

Mistral et ses amis politiques s'imaginaient que la guerre finirait à condition de « causer », et que les convoitises et les appétits capitalistes disparaîtraient sous l'enchantement des incantations larmoyantes des pacifistes. Aussi n'ont-ils jamais adressé un seul appel révolutionnaire aux masses, dont ils se plaignent de n'avoir pas été suivis. Après avoir trompé ces masses en 1914, leur avoir conté la fable absurde du loup allemand et de l'agneau français au lieu de dénoncer la responsabilité du régime ; après avoir voté avec constance les crédits de guerre, quelle autorité leur restait-il pour inviter les masses à les suivre ? Et les suivre où ? Dans quelle direction ? Vers quel but ? Ils ne l'ont jamais dit... Ils *désiraient* la paix, mais ils *ne voulaient pas* les moyens de la conquérir, c'est-à-dire l'opposition absolue à la guerre impérialiste, au régime bourgeois, c'est-à-dire à l'action révolutionnaire.

Toutes les affirmations de Mistral sont inspirées du même esprit — d'un esprit purement bourgeois, qui s'oppose à l'esprit prolétarien des communistes. Dans le *Populaire* du 15 août, Mistral écrit encore ceci : « *Comme en 1914, sommes-nous amenés à l'état de légitime défense? Sommes-nous attaqués et s'agit-il de défense nationale?* » Toujours la fable du loup et de l'agneau. Telle est la politique « reconstructrice », d'essence bourgeoise.

Qu'on n'objecte pas que Mistral se place à « la droite » des reconstructeurs, et que « la gauche » de cette fraction relève d'une idéologie prolétarienne révolutionnaire. Il est facile de prouver que reconstructeurs « de droite » et « de gauche » sont sur le même terrain. Daniel Renoult, classé « à gauche », écrit, dans l'*Humanité* du 8 août : « *Il eût été facile de dire, à l'exemple de certains camarades, que je ne critique pas, d'ailleurs : les fautes de la 2e Internationale sont évidentes. Les grands réalisateurs qui ont mis debout la Révolution russe en ont créé une autre. C'est la bonne. Allons-y !* »

Nous imputer une opinion aussi stupide, absolument étrangère à notre pensée, c'est non seulement nous faire injure, mais encore ne rien comprendre au mouvement historique de l'Internationale communiste, qui sort des entrailles du prolétariat, qui correspond à l'état économique de l'Europe ruinée par la guerre, qui est né et se développe sous l'empire d'inéluctables nécessités. En nous prêtant l'idée enfantine qu'il exprime, Renoult montre que la doctrine communiste lui est restée impénétrable. Tous ses commentaires le montrent également. Quand il écrit : « *Il ne faut ni méconnaître, ni exagérer l'importance des conséquences qu'entraînera l'adhésion du Parti français à la 3e Internationale* », il montre qu'il n'aperçoit pas la différence radicale.

l'opposition absolue entre l'action communiste et l'action actuelle du Parti, et qu'il méconnaît totalement le rôle d'une organisation affiliée à l'Internationale communiste. De même tout l'article prouve qu'il n'a pas compris les thèses de Lénine sur les questions nationales et coloniales, les thèses communistes sur l'action dans les syndicats et sur le parlementarisme, et qu'il ne soupçonne même pas la signification de ces thèses, ce qui est normal, car il n'en possède pas le postulat originel.

Dans le *Populaire* du 15 août, Renoult écrivait encore, à propos de la réunion du Cirque de Paris : « *Oh ! hier, au Cirque de Paris, parmi le peuple palpitant d'espérance, comme on était loin des discordes stériles, où tous nous pouvons chercher nos responsabilités et nos fautes.* » Discordes stériles ! Ou nous ne comprenons rien ou cette expression vise l'action du *Comité de la 3e Internationale*. La dénonciation de la trahison socialiste, la critique de l'opportunisme et du réformisme, la propagation du communisme révolutionnaire ne sont, aux yeux de Renoult, que discordes stériles... On se demande, alors, comment il peut parler d'adhésion à l'Internationale communiste, qui n'est qu'une vaste entreprise de « discordes stériles »...

Que les militants jugent donc la politique « reconstructrice » et qu'ils la comparent à la politique communiste exposée dans les résolutions de la 3e Internationale, dans les articles analytiques et documentaires publiés dans ce *Bulletin Communiste*. Qu'ils jugent, qu'ils comparent et qu'ils choisissent.

VARINE.

LITTÉRATURE COMMUNISTE

EN VENTE

dans toutes les Librairies socialistes et communistes

BOUKHARINE. — *Le Programme des Communistes* 1 25
ANTONIO COEN. — *La Vérité sur l'Affaire Sadoul* 0 50
A. GLEBOV. — *Les Syndicats russes et la Révolution (préface de Boris Souvarine).* 0 50
KERTJENZEV. — *Les Alliés et la Russie*..... 3 »
ALEXANDRA KOLLONTAI. — *La Famille et l'Etat Communiste* 0 40
LENINE. — *Lettre aux ouvriers américains*.. 0 25
LENINE. — *Les Problèmes du Pouvoir des Soviets* 0 50
A. RANSOME. — *Six semaines en Russie*..... 3 50
JACQUES SADOUL. — *Vive la République des Soviets* 0 40
JACQUES SADOUL. — *Notes sur la Révolution bolchevique* 7 50
BORIS SOUVARINE. — *La Troisième Internationale* 0 50
BORIS SOUVARINE. — *Eloge des Bolcheviks*.. 0 50
TROTSKY. — *Le Terrorisme*..... 0 40
TROTSKY. — *L'Avènement du Bolchevisme* 4 »
CLARA ZETKIN. — *Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne*..... 0 75
*** *Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)* 0 60
*** *Constitution de la République des Soviets* 0 30
*** *Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste* 0 50
*** *Hommage à la République des Soviets, par H. Barbusse, etc* 1 25

LE " COMPLOT "

Nos camarades emprisonnés à la Santé sont actuellement dans le quatrième mois de leur détention préventive.

Le juge d'instruction n'a pu relever contre eux aucun fait délictueux. Il ne peut incriminer que les opinions politiques dont nos amis se réclament et qu'ils auront la fierté de revendiquer en dépit de toutes les persécutions.

Loriot, Monatte et Souvarine sont poursuivis et enfermés comme secrétaires du *Comité de la 3e Internationale* ; Monmousseau et Sirolle, comme membres du bureau fédéral des cheminots. Ces camarades, investis de charges et de responsabilités par la confiance de leurs organisations, ont exercé le mandat que des milliers et des dizaines de milliers de socialistes et de syndicalistes communistes leur ont donné. Leur crime est celui d'une masse énorme de prolétaires, qui grossit chaque jour.

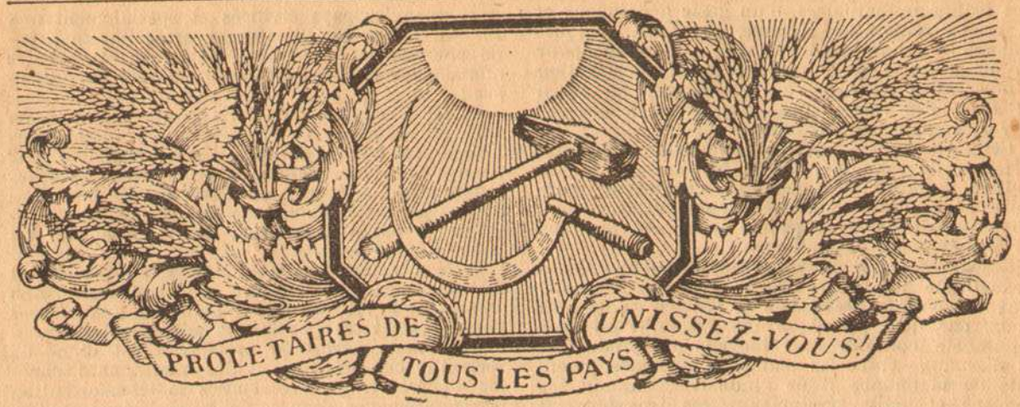
Si le gouvernement prétend poursuivre et arrêter tous ceux qui préconisent le renversement du pouvoir bourgeois et la dictature du prolétariat, il lui faudra bâtir des prisons géantes, capables de contenir un million de délinquants.

Loin de procéder à de nouvelles arrestations, le gouvernement a fait libérer déjà de nombreux prévenus, inculpés du même « complot ». Qu'attend-il pour libérer tous ceux qui restent ?

Qu'attend le Parti Socialiste pour faire un effort *sérieux* en faveur de cette libération ?

Qu'attend l'*Humanité* pour faire une *sérieuse* campagne ?

Attendent-ils, comme la *Ligue des Droits de l'Homme*, que les militants soient arbitrairement condamnés, pour s'aviser ensuite de faire « réparer l'injustice » ?



Lettre de Jacques Sadoul aux Travailleurs Américains

Camarades,

Un ami me demande de vous écrire quelques mots. Malgré le manque de temps j'accepte volontiers, étant attaché à votre pays par des souvenirs vieux déjà d'une vingtaine d'années mais qui ne s'effaceront jamais de ma mémoire.

J'étais alors en pleine crise intellectuelle. Je venais d'absorber avec plus de curiosité que de méthode une large part de la volumineuse littérature socialiste du siècle. Proudhon, malgré l'insuffisance de ses solutions pratiques et surtout Marx, par l'incomparable logique avec laquelle il montre l'évolution du capitalisme entraînant fatalement l'humanité vers le communisme, m'avaient plus que tous impressionné. Mais les attaques habiles furieusement dirigées contre le socialisme par les économistes libéraux retardaient mon adhésion à une doctrine dont je n'avais pas su encore retrouver les sources dans la vie.

Un séjour que je fis aux Etats-Unis à cette époque mit fin à mon indécision.

Secrétaire d'un des cattle kings du Far-West j'eus l'occasion de voir de près vos magnats capitalistes. Les trusts en étaient à la période d'épanouissement. Mes fonctions, si modestes qu'elles fussent, me permirent de connaître et de juger quelques-unes des écœurantes et brutales combinaisons aujourd'hui classiques mais alors toutes neuves, échafaudées par vos banquiers et vos industriels pour écraser leurs concurrents. Avec quelle pitié je considérais ces petits ou moyens capitalistes qui, en quelques mois, étaient acculés à la faillite, à la misère ou au suicide. Avec quel dégoût je voyais les vainqueurs ramasser leur butin dans cette boue et dans ce sang et préparer de nouveaux assassinats. Le marché national une fois conquis paraissait trop étroit à ces oiseaux de proie cruels, rapaces et fous d'orgueil. Déjà à cette époque leurs larges ailes couvraient d'ombre l'univers. On pouvait prévoir qu'ils mettraient le feu au monde pour faire cuire leurs œufs. Après avoir broyé leurs concurrents nationaux ils étaient condamnés à se heurter aux groupes financiers et industriels européens jusque-là moins organisés mais aussi peu scrupuleux et aussi avides qu'eux-mêmes. Par la logique même du régime capitaliste ils étaient condamnés à ne reculer devant rien, pas même devant une guerre mondiale, devant la ruine des travailleurs et des nations, devant le massacre de millions et de millions d'hommes, pour disputer et arracher aux rivaux étrangers les marchés mondiaux.

Je constatai bientôt que votre république centenaire que je respectais de loin comme la démocratie la plus libre du monde était plus que tout autre asservie à une omnipotente oligarchie. Quelques centaines d'individus, maîtres des banques et des moyens de production, avaient acheté la presse, transformé l'église et l'école en instruments dociles de leur politique, corrompu et domestiqué le Parlement. Sous le voile de la Constitution ils régnaient hypocritement avec un despotisme plus cruel sur les citoyens soi-disant libres des Etats-Unis que jadis les planteurs des Etats du Sud sur leurs esclaves nègres. Devant mes yeux d'étranger, non affaiblis encore par l'accoutumance au milieu, toutes les tares du régime apparaissaient avec une netteté impitoyable. Et j'étais désespéré de me heurter à l'indifférence, au scepticisme et même à l'hostilité de la plupart de mes camarades, cow-boys du Montana et du Wyoming, mineurs des Black-Hills, et des Bocky-Mountains, quand j'essayais de leur faire entrevoir la vérité. Bien peu d'entre eux étaient conscients. Dupés par leurs maîtres d'école, par leurs pasteurs et par leurs politiciens, ces esclaves ne sentaient pas même le poids et la honte de leurs chaînes. De bonne foi ils croyaient être des hommes libres. Non seulement ils ne détestaient pas leurs exploiteurs mais ils les admiraient. Ils étaient naïvement fiers de vos richards, de vos « quatre cents », fiers des rois de l'acier, de la viande et du pétrole qui s'apprêtaient pourtant, après avoir abattu leurs concurrents par une baisse provisoire et artificielle des prix, à mettre à profit le monopole frauduleusement conquis en faisant payer plus cher à chaque consommateur américain le litre de pétrole, le kilo de viande ou d'acier. La plupart des ouvriers versaient des larmes de reconnaissance quand un de

ces malins milliardaires, d'un geste dédaigneux et à grand renfort de réclame, restituait quelques miettes de l'immense butin volé à la nation pour la fondation d'une université ou la construction d'une église destinées à empoisonner la raison et l'âme des travailleurs, c'est-à-dire à consolider le régime d'exploitation.

Cette époque fut pour moi décisive. J'eus la révélation de l'iniquité, de la turpitude et de la sottise irrémédiables de notre civilisation barbare. Je m'enfuis en France apportant dans mon cœur avec l'amour du peuple américain, la haine et le mépris du capitalisme.

Ces quelques mois m'avaient surtout révélé l'exactitude rigoureuse de la critique marxiste. J'avais compris parce que je l'avais vu de mes yeux, par quel processus inexorable le système capitaliste concentre les moyens de production et d'échange entre les mains de quelques potentats de la finance et de l'industrie, ruinant les moyens et petits producteurs, les transformant en vassaux ou en serfs salariés du gros capital. J'avais vu le perfectionnement inouï du machinisme qui, par l'augmentation illimitée de la production aurait dû permettre à la fois l'augmentation du bien-être et de l'indépendance du travailleur, ne servir en fin de compte qu'à accroître démesurément la puissance d'oppression des employeurs, la misère des salariés, à désorganiser la famille en attirant la femme et l'enfant à l'usine, à multiplier les crises de chômage, à mettre l'immense foule des consommateurs à la merci d'une minorité infime de producteurs monopolistes et à contraindre le moment venu ces masses passives à aller se faire massacrer sur les champs de bataille afin d'assurer à leurs maîtres l'hégémonie économique et politique.

J'étais donc pleinement socialiste à mon retour en France où, à la lueur des enseignements reçus aux Etats-Unis et malgré un moindre développement de capitalisme, je compris que les mêmes causes devant produire les mêmes effets les exploités de tous les pays devaient s'unir pour atteindre le but nécessaire à tous : la révolution sociale. Hélas ! les méthodes imposées par la plupart des chefs officiels de la grande armée socialiste étaient détestables. Malgré les timides rectifications de tir effectuées sous la pression des masses, le but n'aurait sans doute pas été atteint avant longtemps si la révolution russe n'avait ouvert la route rude et montueuse mais sûre que les prolétaires n'ont qu'à suivre désormais pour arriver à l'émancipation.

La révolution prolétarienne russe a vérifié l'exactitude et appliqué les lois sociologiques découvertes par Karl Marx et complétées par Lenine après l'expérience des mouvements de masses (1905-1907) et de la guerre impérialiste (1914-1918). Elle a démontré notamment que :

1° L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes et d'eux seuls. Les 8 mois pendant lesquels Kerensky et les socialistes mencheviks ont partagé le pouvoir avec la bourgeoisie ont abouti à la banqueroute de cette folle politique de conciliation entre les deux classes ennemies. Les révolutions hongroise et allemande, sous des modalités différentes ont confirmé cette leçon ;

2° La dictature du prolétariat est inévitablement la première étape sur la route qui mène du capitalisme au communisme. Cette dictature qui permet seule à l'immense majorité de la population, les travailleurs des villes et des campagnes, d'écraser la résistance de la petite minorité exploiteuse, grands propriétaires fonciers et capitalistes, doit nécessairement remplacer le régime qui sous le nom de démocratie, n'est en réalité dans tous les pays civilisés et spécialement aux Etats-Unis que la dictature exercée par la grande bourgeoisie terrienne, industrielle et bancaire afin d'écraser la résistance des masses travailleuses ;

3° La Commune de Paris avait proclamé en 1871 l'insuffisance et l'hypocrisie du régime parlementaire bourgeois. Elle l'avait remplacé par un système plus réellement prolétarien. La révolution russe a trouvé et perfectionné les organismes politiques capables d'assurer à tous les ouvriers et paysans l'exercice direct et effectif du pouvoir : les Soviets ;

4° Non seulement la dictature du prolétariat doit succéder à la dictature de la bourgeoisie, non seulement il est possible d'arracher aux classes possédantes toutes les forces politiques et économiques mais encore le prolétariat est digne de recueillir cet héritage et dès maintenant capable d'entreprendre avec succès la transformation progressive, par étapes, de la société capitaliste en société communiste.

Les résultats de l'expérience faite ici sont d'autant plus concluants qu'entre tous les grands Etats civilisés du monde la Russie est celui dans lequel : *a*) la concentration capitaliste était la moins avancée ; *b*) l'exploitation des forces productrices naturelles était les moins développées ; *c*) les masses travailleuses étaient les plus illettrées, les moins éduquées professionnellement, les moins organisées politiquement ; *d*) la petite bourgeoisie paysanne jouait le plus grand rôle ; *e*) l'effort millénaire d'abêtissement et d'asservissement combiné par l'église et par le travail plus que partout ailleurs avait empêché les ouvriers et les paysans d'élever leur conscience professionnelle et avait atrophié l'esprit d'entreprise et d'organisation de la classe intellectuelle, etc...

Malgré cette accumulation unique de difficultés la république socialiste des soviets vit et développe son action créatrice avec une sûreté incroyable pour tous ceux qui ne sont ni spectateurs ni acteurs du grand drame.

Oui, l'expérience russe est absolument démonstrative et d'autant plus que depuis deux années les capitalistes réactionnaires des deux mondes ont mis en jeu toutes leurs forces pour fausser, pour faire échouer cette expérience, si menaçante pour eux, poursuivant notamment contre la Russie avec une cruauté sauvage, une guerre et un blocus qui ont pour conséquences essentielles :

a) De maintenir au front plusieurs millions d'ouvriers et de paysans parmi lesquels les militants les plus dévoués et les plus énergiques qui manquent ainsi à l'œuvre capitale de l'organisation politique et économique ;

b) D'empêcher l'entrée en Russie de tous les produits manufacturés étrangers. Or, avant et pendant la guerre ce pays de jeune industrie importait la presque totalité des produits nécessaires à son énorme population.

Par le fait du blocus :

1° Le peuple russe manque des objets de première nécessité, par exemple des médicaments, en sorte que par la faute de l'Entente et de ses vassaux, les épidémies se développent librement et ont fait déjà mourir des milliers d'individus ;

2° La population des villes manque des denrées alimentaires et de combustible. Une famine prolongée et l'hiver font périr en masse les femmes, les enfants, les vieillards et déterminent chez les adultes, un dépérissement physiologique qui diminue très sensiblement la productivité du travail ;

3° Les paysans manquent des milliers d'instruments aratoires et des milliers de tonnes d'engrais indispensables à la culture ;

4° Les industries manquent des machines qui

leur permettraient de remplacer le matériel usé ou de faire de nouvelles installations ;

5° Les chemins de fer manquant des locomotives et des wagons américains, se décomposent malgré les efforts admirables accomplis par le pouvoir des Soviets pour utiliser au mieux ses faibles ressources de réparation et de construction du matériel roulant. Bien entendu cette décomposition des moyens de transport détermine ou aggrave les phénomènes signalés dans les quatre paragraphes précédents. En effet, l'arrêt presque total de la circulation des denrées alimentaires, du combustible et des matières premières accroît la famine, condamne les usines au chômage, etc...

Si la guerre et le blocus se perpétuaient, une de leurs conséquences les plus graves, pour un pays où se construit le régime socialiste et qui doit tendre à développer, en les concentrant, ses forces industrielles, serait de vider peu à peu les villes, de faire retomber le peuple russe dans le stade agricole — étape dépassée de la civilisation — de ranimer artificiellement l'artisanerie de village et l'industrie familiale qui cédaient de plus en plus la place à la grande industrie urbaine.

Camarades, sur la situation en Russie, je ne vous en dirai pas plus. L'ami qui vous portera cette lettre connaît l'œuvre titanesque réalisée par la république soviétiste, ses possibilités et ses besoins. Comme tous les socialistes sincères, il a adopté le programme et la tactique des bolcheviks russes après avoir vécu dans ce grand laboratoire où se crée dans l'effort et dans la douleur, non sans tâtonnements et sans erreurs, mais où se crée sûrement la société des travailleurs, la République des Egaux, avec une rapidité qui manifeste les ressources inépuisables d'intelligence et d'énergie qui dormaient jusqu'alors inutilisées dans les masses populaires. Et pourtant les travailleurs sont obligés de faire actuellement un apprentissage complet des fonctions publiques, puisque en Russie, comme ailleurs, les classes dirigeantes avaient toujours eu soin de les écarter systématiquement du pouvoir.

Les nouvelles trop rares qui percent le blocus démontrent que les travailleurs américains, auxquels je faisais allusion tout à l'heure, instruits par leurs souffrances, par l'accroissement de l'oppression capitaliste, par les horreurs de la guerre mondiale, ont mesuré enfin l'irréductible antagonisme qui les oppose à leurs exploiteurs.

Qu'ils recueillent donc les leçons écrites pour eux par les révolutionnaires russes avec le sang des milliers et des milliers de martyrs qui sont tombés devant Pétrograd et Arkhangel, sur la Volga et sur le Dniéper, dans les montagnes de l'Oural et du Caucase, pour la cause sacrée des prolétaires de tous les pays.

Nous avons tous le devoir d'imiter l'exemple de nos frères russes, non seulement pour libérer les travailleurs du joug dégradant des propriétaires d'esclaves, mais aussi pour sauver l'humanité tout entière de la folie des tyrans capitalistes. L'histoire a réservé à nos générations l'honneur de construire l'édifice social plus confortable et plus solide à l'abri duquel la civilisation, aujourd'hui menacée de mort, se développera avec plus de splendeur et d'harmonie.

Camarades ! n'ayez point d'illusions. Cette œuvre formidable ne peut être ni l'œuvre d'un jour, ni l'œuvre d'un homme, ni l'œuvre d'un peuple. Elle exige des efforts prolongés auxquels participeront les prolétariats des pays les plus avancés. Pour arriver à l'émancipation totale, à l'organisation rationnelle de la société communiste, nous devrons livrer encore bien des batailles, subir bien des défaites et remporter bien des victoires. Il faut que l'évolution économique se poursuive. Il faut qu'une culture nouvelle, la culture prolétarienne, efface peu à peu dans les cervelles et dans les consciences, les préjugés, les routines, le servilisme soigneusement entretenus dans les consciences par la culture bourgeoise et y substitue une conception nouvelle et juste des choses et des hommes, non avec l'objet de fabriquer des troupeaux d'esclaves ignorants, crédules et passifs, mais de préparer des générations d'hommes libres, instruits, dignes et volontaires. Il faut que la pauvre et douloureuse humanité, débilitée et corrompue par un statut social sur lequel les vices poussent comme les champignons sur le fumier, s'améliore et s'ennoblisse à mesure que les transformations apportées assureront à tous ses membres plus de dignité en même temps que de bien-être.

A cette édification d'une société plus fraternelle et plus saine, contribueront donc successivement, puis simultanément, tous les travailleurs de l'univers. Mais il semble bien qu'à l'heure actuelle la marche des événements permette et commande aux ouvriers et aux paysans des Etats-Unis de jouer un rôle particulièrement important.

Vous composez, camarades, une race neuve, la plus jeune, la plus vigoureuse, la plus enthousiaste du monde civilisé. Votre jeunesse superbe, votre santé resplendissante, vos victoires dans tous les domaines ne sont pas sans exciter de très vives jalousies. Et ce n'est pas être trop mauvaise langue de rappeler qu'il est d'usage parmi les vieilles gens des vieux pays latins, germaniques, anglo-saxons, et surtout dans les milieux bourgeois si désintéressés, si délicats, si éthérés, d'accuser les jeunes cousins d'Amérique d'être trop souvent grossiers, brutaux, préoccupés par-dessus tout de la satisfaction des besoins matériels les plus bas. Il est vrai que votre nation fut constituée tout d'abord par de hardis coureurs d'aventures et, après ces premiers ancêtres, les plus humbles fils d'Europe qui ont envahi l'Amérique y ont presque tous apporté un peu de l'âme des conquérants. Ces émigrés courageux étaient pour le moins des hommes de lutte chez qui le libre jeu du régime capitaliste, basé sur la lutte intensive, aurait pu exaspérer les tendances innées à l'action égotique. Mais le capitalisme apporte avec lui son antidote. Il contraint la majorité des faibles à s'unir contre la minorité des forts. Il porte dans son sein et fait grandir l'embryon de la société future du socialisme. Sous l'influence de notre idéal, idéal de solidarité et d'entr'aide, opposé à l'idéal de concurrence, de lutte sans merci du régime bourgeois, vos exceptionnelles ressources d'énergie et d'enthousiasme reçoivent une utilisation rationnelle et deviennent des éléments précieux pour la régénération de l'humanité.

Vous vivez dans un pays immense dont les richesses incalculables sont à demi explorées. Pourtant la concentration capitaliste, condition essentielle du passage du régime bourgeois au régime prolétarien, n'a atteint nulle part un degré aussi élevé que chez vous. Dans les branches maîtresses de votre vie économique, le monopole tend de plus en plus à étouffer la concurrence. L'union de plus en plus étroite des rois américains de la finance et de l'industrie régularise, méthodise la production et l'échange. Cet appareil d'une puissance inouïe et d'une rare perfection abandonné entre les mains de votre « quatre cents » déterminerait rapidement l'aggravation de votre esclavage et de vos misères. Arraché à la poignée de despotes qui l'accaparent, il serait, au contraire, facilement adapté aux besoins du peuple travailleur.

La dictature de la bourgeoisie, une fois abattue et remplacée par la dictature du prolétariat, il vous sera donc infiniment plus aisé qu'à aucun autre peuple et plus spécialement qu'au peuple russe, d'organiser peu à peu la société socialiste. Mais il n'est pas douteux, d'autre part, qu'en raison même de la puissance de l'appareil économique possédé par votre bourgeoisie, la dictature de vos exploiteurs sera plus difficile à briser que celle des exploiteurs russes. La tâche sera rude. Mais elle est possible et nécessaire. Vous en viendrez à bout.

Si la bourgeoisie russe était sans cohésion et sans force, les larges masses ouvrières et paysannes russes étaient, par contre, ignorantes et inorganisées. Dans cet état de choses, ce qui a rompu l'équilibre des forces et assuré le triomphe de la Révolution prolétarienne, c'est, avant tout, la merveilleuse organisation du Parti Communiste bolchévik russe qui fut, et demeure, le parti directeur de ce mouvement grandiose et qui, en mars 1917, comptait à peine quelques milliers de membres, mais tous parfaitement éduqués et disciplinés.

Empruntez à ce glorieux parti les articles essentiels de son programme, de sa doctrine, de sa tactique, en les adaptant bien entendu aux exigences spéciales des prolétaires américains. Fondez au plus tôt une unique organisation englobant tous vos révolutionnaires socialistes, communistes, syndicalistes. Ces camarades en combattant dans des organisations séparées et souvent adversaires, font le jeu de vos ennemis de classe qui, depuis longtemps, ont su réaliser l'union contre vous. Abandonnez tout ce qui peut vous diviser, retenez tout ce qui peut vous unir. Réalisez l'union sur des mots d'ordre précis et clairs. Et ne commettez pas la faute d'engager trop tôt la bataille. Sans retarder inutilement d'une minute le moment de l'action, écartez toutefois les hommes qui, en vous entraînant prématurément dans la rue, fourniraient aux capitalistes le prétexte que ceux-ci cherchent **pour écraser votre mouvement** sous leur talon de fer, pour noyer vos espérances dans le sang des meilleurs militants.

Dès que les révolutionnaires américains se seront mis d'accord sur un programme d'action, dès qu'ils auront constitué un noyau compact, qu'ils partent à la conquête de la classe ouvrière, tenant entre les mains l'arme irrésistible du Communiste : la propagande, c'est-à-dire la vérité. Propagande partout et toujours, par les moyens légaux et par les moyens illégaux, par la parole, par le journal, par la brochure, par l'image. Faites comprendre à la petite bourgeoisie paysanne et urbaine son intérêt à parcourir à vos côtés une longue étape. Entrez dans les régiments pour neutraliser l'armée. Instruisez et organisez. Ainsi vous arriverez à la victoire prochaine et décisive. Préparée méthodiquement l'action directe des masses brisera, à coup sûr, la résistance de la bourgeoisie.

Le vœu que je forme pour cette année 1920, est que vous manifestiez votre vitalité révolutionnaire et votre solidarité internationale de classe en contraignant vos gouvernements à conclure au printemps, au plus tard, la paix avec le pouvoir des Soviets. A chaque année suffit sa peine et si vous empêchez les bandits de l'Entente de lancer de nouveaux agresseurs (Japon, Pologne, Roumanie, etc...) à l'assaut de la citadelle rouge, vous aurez bien mérité de la Révolution mondiale. Or, cela vous pouvez et devez le faire. Vous le ferez donc, j'en suis convaincu, prenant ainsi conscience de votre force et assurant votre avenir.

Jacques SADOUL.

Lettre de Russie, par G. M. SERRATI

Quatre jours ne permettent pas de visiter une ville grandiose comme celle-ci, pas même « en touriste », en période normale, avec toutes facilités. Ne nous arrêtons même pas à la prétention d'en connaître et d'en interpréter l'âme, d'en percevoir les frémissements intimes, d'en apprécier les vertus, d'en critiquer les vices ou les erreurs; cela d'autant plus que l'on y arrive pour la première fois, qu'on n'en connaît pas parfaitement le langage, que l'on n'est donc pas en état de saisir une situation, dans les paroles du peuple, ses exclamations, ses chants et jusqu'à dans ses manifestations graphiques le long des voies ou dans les lieux publics... manifestations pourtant d'une grande éloquence dans leur naïveté.

Le journaliste qui passe, juge et met à la poste, fait de la littérature et sert une thèse : ce n'est pas un chroniqueur, encore moins un historien. Les seuls lecteurs avides de Barzini (1), sont ceux qui ignorent ce qu'il écrit et ce qu'est un fait Celui qui est au courant rit de lui et ne voit plus dans sa prose, qu'objet de moquerie. Pas un soldat des tranchées qui conserve la moindre estime pour le conteur ou le journal qui lui ouvrit ses colonnes.

Traverser un pays en révolution, le crayon sur l'oreille, le carnet à la main et prétendre juger, voilà le fait d'inconscients ou de fous. S'arroger le droit de redresser l'erreur et marquer le chemin par où l'armée des citoyens sans-culottes aurait dû passer pour gagner du temps et hâter son épopée, est ridicule. Je n'enquête, ne scrute, ne juge ni ne critique ; je sens. Tous là-bas, dans le passé, une longue histoire de siècles de prostration, d'humilité, d'esclavage et d'arbitraire, de violence, de pouvoir personnel absolu et irresponsable. Chaque rue, chaque place, chaque palais éveille à la mémoire le vivant souvenir d'un temps où un seul commandait et 120 millions obéissaient. Près de nous, dans le présent, voici un peuple qui, 10, 20, 100 fois par jour, chante la gloire de l'Internationale du Travail, avec une quasi mystique ferveur de renouvellement social. Où l'on tombait, balayé par la tyrannie, voici le début de la renaissance animée d'esprit communiste. Ceci est grand.

Il y a de l'herbe entre les pavés de quelques rues de Pétrograde. La ville, qui a compté 2 millions d'habitants, n'en a plus, aujourd'hui, que 7 ou 800.000 peut-être. J'ai vu Paris quand la Bertha allemande lançait ses bolides contre la capitale frnçaise. En peu de jours la ville joyeuse devint funèbre. Dans ces journées terribles, il n'y avait de foule qu'aux gares et dans les trains qui emportaient les habitants épouvantés. Le P.-L.-M. alors, était pris d'assaut. Courir vers Marseille, vers la Côte d'Azur, c'était quitter la mort, aller à la vie. Maintenant Pétrograde, depuis six ans en guerre, dont trois armées ont menacé les portes, qui a fait deux révolutions, qui, hier encore, a dû vider ses fabriques des hommes valides restés chez eux, des femmes et des

(1) Correspondant du *Corriere della Sera*.

jeunes gens pour les jeter (1) armés d'héroïsme plus encore que de fusils, sur les champs de bataille de Gatchina et Tzarskoïe-Selo au-devant des armées blanches de Youdenitch, Pétrograde ne peut avoir pensé à sa propre toilette. Il y a de l'herbe dans ses rues... il y a eu du sang aussi. Il n'en peut être autrement dans une révolution.

Hier, tandis que mes camarades visitaient avec moi les usines Poutilov, posaient une quantité de menues questions à l'ingénieur et aux ouvriers qui nous accompagnaient, je m'étais tenu à l'écart. Les questions me paraissaient simplement superflues. Dans l'immense usine — une des trois ou quatre plus grandes, du monde, bien que médiocrement organisée — travaillaient avant la guerre de 40 à 50.000 ouvriers. Il n'y a plus, aujourd'hui, que peu de milliers d'entrées — des enfants, des femmes, des vieillards pour la plupart. Les autres sont soldats au front. Les communistes d'abord.

A peine entre-t-on dans l'usine qu'on a l'impression de l'arrêt presque absolu de la vie dans ce corps de colosse. Des rares cheminées envoient seules, vers le ciel, des bouffées d'une fumée peu épaisse. Quelques coups de marteau, de temps à autre, résonnent solitaires à travers cent ateliers, à peine quelques fraises font entendre leur grincement dans le bois qu'elles travaillent. Peu d'ouvriers, la plupart femmes et enfants, nous contemplent les yeux égarés, curieux. Silencieux les marteaux pilons grands et puissants ; immobiles les grues aux immenses bras nerveux d'acier ; les hauts fourneaux, éteints, écroulés, — les laminoirs robustes, habitués à saisir dans leurs griffes d'acier le fer rouge et à l'obliger de se plier sous leur étreinte puissante, sont inertes et rouillés. Aux bruits multipliés des aciers, aux sifflements des fontes, au roulement du marteau-pilon au milieu de millions d'étincelles et de l'ardent éclat de mille flammes, a succédé un silence de crypte — et de travée de fer en travée de fer les corbeaux croassant se poursuivents — et parfois s'élève le chant d'un oiseau, véritable défi.

Au fond, on répare encore des voitures de chemin de fer ; plus loin encore, grandes, colossales, quatre chaudières de locomotives n'attendent plus pour être achevées que du charbon ; un autre atelier tient prêt plusieurs canons pour être transportés au front polonais ; on peut encore en fabriquer ici, l'acier spécial y étant abondant : on en peut surtout fabriquer ailleurs, là où fut transférée la fabrication du matériel de guerre, quand on put craindre la prise de Petrograd.

D'autres manufactures, l'une de coton hydrophile, gaze, bandes et autres articles sanitaires, l'autre encore de caoutchouc, travaillent presque au maximum. La centrale électrique marche assez bien. Mais tous les fours marchent au bois : le travail est donc moins rapide et l'activité industrielle réduite. D'autre part, le départ pour le front de presque tous les meilleurs ouvriers, les grandes souffrances subies en raison de l'insuffisance alimentaire, ont enlevé aux masses ouvrières restées chez elles l'amour du travail qu'elles pouvaient avoir et ne devait pas être très puissant chez des gens imbus des caractères des peuples d'Orient. Nos Méridionaux, auprès de l'apathie philosophique de cette population russe — calme, sereine, apathique, lente à travers même les mille tortures de la guerre, de la révolution, du blocus — m'apparaissent aujourd'hui comme le peuple le plus actif et le plus énergique.

Cette indolence native des Russes explique en partie la gravité des difficultés que nos camarades bolcheviks doivent rencontrer dans la réorganisation industrielle de la société communiste et constitué la raison des proclamations suprêmement grandiloquentes lancées par les gouvernants. Ils emploient la manière forte pour ébranler une telle apathie. J'ai vu placardée dans les fabriques une affiche où l'on voyait un énorme pou profondément répugnant, et auprès de ce terrible parasite, la mort avec sa faulx, son attribut coutumier. Chez nous, la coutumière injonction d'un arrêté du maire aurait, comme d'habitude, suffi, pour aviser la population d'avoir à prendre les dispositions d'hygiène nécessaires contre la propagation des maladies épidémiques. Ici il faut d'énormes affiches, de grands discours, des manifestations bruyantes. C'est ainsi seulement que l'on vainc les tendances qui pousse naturellement le russe vers la vie contemplative.

La guerre, la révolution et les souffrances qui en dérivèrent ont, sans aucun doute, contribué à accentuer cet état d'âme musulman des populations russes. Dans un pays, où l'on vit au jour le jour et dans lequel la situation change ou peut changer si facilement, dans lequel l'incertitude est dans toutes les âmes, il est tout naturel que les habitants ne pensent pas particulièrement au lendemain et que la préoccupation la plus grave soit celle de satisfaire les besoins les plus immédiats et les plus urgents.

Cela ne fait qu'accroître sensiblement le mérite de l'ouvrage qu'accomplissent nos camarades qui — peu nombreux par rapport à l'immense étendue de l'œuvre — travaillent activement à reconstruire.

Nous fûmes, en compagnie du camarade Zorine, secrétaire général du Parti Communiste de Petrograd qui compte environ 35.000 adhérents, visiter l'œuvre des maisons de repos pour ouvriers et ouvrières fatiguées, ayant besoin d'air pur, de bonne alimentation, de repos complet. Ces maisons — élevées dans une île verdoyante au milieu de la Neva, dans le coin le plus délicieux de Petrograd, et qui constituaient autrefois les lieux de délices ou de débauche des bourgeois et aristocrates petersbourgeois — ont été, sur l'initiative de Zorine ,transformées rapidement en maisons de santé pour les travailleurs. Ce sont de magnifiques villas au milieu de la verdure, munies d'amples terrasses, de larges verrières, d'énormes baies, fastueusement décorées, dont certaines sont meublées avec un sens artistique véritable et d'autre avec le plus mauvais goût bourgeois. Dans l'entrée de l'une d'elles nous avons vu la collection de 8 magnifiques tapisseries des Flandres, anciens cadeau de Napoléon à je ne sais plus quel duc ou prince russe et dont le prix est évalué à 8 millions de francs. Je passe sous silence le mobilier d'une richesse incalculable.

Dans ces villas — deux ou trois par chambre, parmi le luxe le plus éclatant, des hommes et des femmes prennent du repos qui vécurent jusqu'ici en bêtes de somme dans les manufactures meurrières. Ils y viennent à tour de rôle — sur désignation des comités d'organisation — ils y passent un mois environ au repos complet. Ils respectent scrupuleusement cette propriété devenue maintenant collective. Quels que soient les locaux visités, partout la plus grande propreté, l'ordre et la tranquillité. Chacun dans sa chambre ou dans les chambres communes, dans leurs vêtements simples de travailleurs, hommes et femmes vivent, sereinement, dans ces salles, sur

(1) Il y a dans le texte « cacciarli »... pousser, chasser impellere — qui ne correspond pas au contexte, ni à la pensée générale.

ces divans, dans la splendeur des tableaux, des glaces, des objets d'art et de luxe, comme s'ils y avaient toujours vécu.

J'ai demandé à une vieille ouvrière des tabacs qui travaille à l'atelier depuis plus de 40 ans : « Comment vous êtes-vous habituée à cette vie ? » « Eh ! tavarisch (camarade) quand on est bien, on s'habitue vite ! »

Pour eux le communisme est un peu la première revanche. Avant, les patrons y étaient. Il est juste que les ouvriers y soient aujourd'hui. Ce chassé-croisé facile dans l'esprit enfantin de la masse des travailleurs, s'est d'ailleurs facilement effectué, dès que les communistes eurent jeté bas le vieux régime. Les villas sont là, leurs propriétaires enfuis ; il n'est point difficile d'organiser dans ces lieux de délices — autrefois demeures de jouisseurs, dont certains même sont des nouveaux riches de guerre — la vie en commun. En fin de compte il s'agit là seulement de consommation. Consommer est chose facile. Il est vrai que les précédents habitants ne produisaient pas davantage. Mais — maintenant que la révolution a aboli les patrons, c'est-à-dire ceux qui savaient faire travailler les autres pour leur propre bien-être — la classe ouvrière russe saura-t-elle trouver en elle-même, dans son énergie et sa vertu propre, la puissance de produire, sous l'aiguillon de son intérêt collectif, autant que ce qu'elle produisait hier au bénéfice de ses exploiteurs ?

Voilà le problème particulièrement grave. Nous examinerons dans les lettres suivantes par quel programme les communistes russes en poursuivent la solution.

G.-M. SERRATI.

La Question nationale en Finlande

La question nationale, aussi étrange que cela puisse paraître, ne provoquait chez l'ancienne social-démocratie qu'un intérêt très restreint. La question de la langue officielle, la lutte de classes de la petite bourgeoisie et des agriculteurs de Finlande, revendiquant le droit de parler leur langue nationale, menée contre les classes de la noblesse suédoise, de la haute bourgeoisie et de la bureaucratie au pouvoir, touchait à son terme lorsque, il y a plus de 25 ans, le mouvement ouvrier prit le caractère d'une lutte consciente de classes. La langue finlandaise fut tolérée légalement en qualité de langue officielle au même titre que la langue suédoise bien que dans une proportion loin d'être satisfaisante. Des relations amicales s'établirent dans le mouvement ouvrier entre ouvriers finlandais et suédois, là où se trouvaient ces derniers (comme à Helsingfors, Abo, Vase). Certes, il y eût bien encore certains frottements qui s'expliquent par le fait qu'un certain nombre d'ouvriers de langue suédoise occupaient une position privilégiée, qui les mettait au rang de la petite bourgeoisie (il y avait parmi eux beaucoup d'employés de bureau, de tramways et de chemins de fer).

La réforme de la représentation nationale donna en 1906 aux Suédois une place au Sejma qui correspondait à leur nombre (1/8 du nombre total des députés), tandis que sous l'ancien système de vote par états ils disposaient de la majorité dans deux d'entre eux (la noblesse et la bourgeoisie) en opposition aux deux autres classes (celle du clergé et celle des paysans), dans lesquelles la majorité appartenait aux Finlandais. La puissance économique de la bourgeoisie et des propriétaires suédois restait malgré tout assez importante : actuellement elle est peut-être égale à celle des classes bourgeoises finlandaises. A l'université, dans les écoles supérieures et inférieures, les Suédois défendaient leurs positions avec une grande opiniâtreté.

Quant à la langue russe, elle n'était parlée que par les satrapes et les carriéristes ; elle avait été imposée par force aux Finlandais par Bobrikoff et n'était comprise que des officiers, de certains commerçants, d'employés avides d'avancement (traîtres à la patrie) et des professeurs de langues étrangères ; tous les autres citoyens l'oubliaient aussitôt sortis de l'école.

Les Finlandais ne connaissent la culture russe que d'après des traductions littéraires assez complètes. Les marchands russes, etc. (à Helsingfors, à Viborg) étaient en assez bons termes avec la population locale. En Finlande, les ouvriers russes étaient peu nombreux, ils avaient quelques organisations à eux, peu importantes, qui se trouvaient sous la surveillance de la police et maintenaient des relations avec les organisations finlandaises. L'armée, les soldats comme les officiers, menait l'existence isolée d'une armée d'occupation. Les israélites qui se trouvaient en petit nombre étaient privés de tous droits. Ils ont exploité au cours de ces derniers temps leur position « légale » de marchands de vieux habits pour la création d'une industrie de confections alimentée par des ateliers travaillant selon le « sweating system ». Pendant la guerre ils amassèrent de grandes fortunes et se livrèrent aux spéculations de bourse, ce qui excita l'envie de leurs concurrents. Les tentatives de propagande anti-sémite faites par les vieux Finlandais n'eurent cependant pas de succès. Les ouvriers en 1905-1906 luttèrent énergiquement pour les droits des Juifs, mais la réaction qui survint retarda la solution de cette question.

Les rapports avec la Russie n'étaient pas une question nationale, mais gouvernementale.

A chaque tentative faite pour provoquer un coup d'Etat (soit par la violation de la Constitution particulière de la Finlande, soit par les édits de 1899 et 1903 et à l'aide de la Douma impériale en 1910) tout le peuple finlandais se mettait sur la défensive et les « séparatistes » n'avaient pas un seul adversaire au Sejma. La Finlande refusa d'envoyer ses représentants à la Douma impériale. Il semble cependant que la haute bourgeoisie ait eu certains plans concernant l'établissement d'une « cohabitation pacifique » et la reconnaissance de la législation impériale pour obtenir à ce prix la sienne « propre », c'est-à-dire le gouvernement de la haute bourgeoisie au lieu de la domination des officiers russes et demi-russes. Cette tendance subsista pendant la guerre, maintenue par les commandes militaires, bien que la bourgeoisie de concert avec les classes cultivées cherchât déjà une orientation allemande, en envoyant les jeunes gens en Allemagne pour y faire leur instruction militaire (mouvement des chasseurs).

La révolution a fait surgir une nouvelle question d'un caractère national — celle des armées russes n'ayant toujours inquiété la population petite bourgeoise que dans le domaine des relations conjugales.

Ces armées représentaient maintenant un facteur social important. Les assassinats d'officiers à Helsingfors effrayèrent la bourgeoisie finlandaise; la part que prirent les soldats dans la grève, leurs manifestations dans la salle même du tribunal, en faveur du prolétariat provoquèrent une grande indignation de sa part et elle profita de quelques excès pour mener parmi la petite bourgeoisie et les paysans une agitation contre les Russes.

En relation avec tout cela on activa l'organisation du « corps des pompiers » appelé ouvertement, par la suite, corps de garde. Au fur et à mesure que le prolétariat fraternisait avec les soldats et posait des revendications de plus en plus précises, cette garde tournait sa bienveillante attention vers le mouvement ouvrier. La situation devint particulièrement tendue pendant l'été de 1917 lorsque la garde rouge fut organisée et reconnue par le parti social-démocrate en qualité de « garde de l'ordre ».

La question finlandaise devint dès les premiers jours un des problèmes de la révolution russe. Le gouvernement provisoire (sans être soutenu par Goutchkoff et Godneff), qui assumait en qualité d'héritier des droits monarchiques du tsar ses fonctions de grand-duc de Finlande rétablit dans ce pays la situation telle qu'elle était avant Bobrikoff.

Cet édit fut la cause d'un nouveau conflit. Les activistes, se basant sur l'ancienne « forme de gouvernement » de 1772, déclarèrent que les droits de la dynastie devaient échoir maintenant au Sejma finlandais. La majorité social-démocrate du Sejma, tout en inclinant vers le même point de vue, n'en menait pas moins une politique opportuniste extrêmement prudente : le parti (en juin 1917) avait posé en principe la revendication de l'indépendance absolue de la Finlande, mais il était prêt jusqu'à la conclusion de la paix à reconnaître à la Russie le droit de résoudre les questions militaires et de régler la politique extérieure du pays. Le droit de décider des destinées de la Finlande était catégoriquement refusé à l'Assemblée Constituante. De tous les partis russes seul celui des bolcheviks reconnaissait à la Finlande le droit d'indépendance absolue. Le premier congrès des Soviets se vit contraint de prendre la défense des droits du peuple finlandais à se gouverner lui-même. Il exigea la reconnaissance immédiate de tous les droits du Sejma (sauf celui de décider des questions militaires et de politique extérieure). Se basant sur cette résolution le Sejma finlandais, en dépit des conseils de la députation menchéviste se déclara plénipotentiaire, mais fut dissout par Kerensky qui employa la force armée. On peut tirer de cet exemple ces premières conclusions instructives : les valets de l'impérialisme en Russie avaient jeté bas leur masque de « démocratie révolutionnaire ». Quant à la bourgeoisie finlandaise elle trahit l'œuvre nationale que représentait la majorité ouvrière.

La bourgeoisie finlandaise reconnut Kerensky « en possession du pouvoir suprême en Finlande », mais cela n'empêcha pas cette même bourgeoisie ayant obtenu la majorité des voix aux élections du Sejma de refuser après la révolution d'octobre, de reconnaître le même titre au soviet des Commissaires du Peuple ; de plus, le gouvernemnt de Svinhufvud proclama avec le consentement du Sejma l'indépendance de la Finlande. Les social-démocrates obtinrent (en janvier 1918) que cette indépendance fût reconnue par le pouvoir Soviétiste. Les masses ouvrières restaient malgré tout assez indifférentes à cette question : leur intérêt se concentrait sur la question alimentaire et celle de l'armement de la garde volontaire (qu'on nommait garde des « bouchers »). La politique hésitante du parti social-démocrate au moment de la grève de novembre lui fit perdre une bonne partie de son influence (1).

Dès lors la bourgeoisie finlandaise se sentit soutenue par une force assez importante. Elle mettait son espoir dans l'impérialisme allemand et dans la force armée de la garde volontaire. La bourgeoisie avivait par tous les moyens possibles la haine nationale des paysans réactionnaires à l'égard des Russes, qui était encore augmentée par les travaux d'instruction militaire et la politique alimentaire. Le gouvernement envoya un ultimatum exigeant le renvoi de Finlande des armées russes, sur la conduite desquelles, des plaintes étaient en même temps envoyées secrètement à l'étranger. Profitant de certains excès de la garde rouge, la bourgeoisie sut empêcher l'aile gauche du parti agraire de former un bloc gouvernemental avec l'aile droite des social-démocrates dont les représentants au Sejma avaient la naïveté d'espérer qu'ils pourraient au moyen d'un tel bloc atténuer dans une certaine mesure l'intensité de la crise. Il est vrai qu'en novembre déjà, le parti social-démocrate déclara qu'il n'exigeait pas l'évacuation des armées russes. L'auteur du présent article jeta le trouble dans la bourgeoisie en déclarant au Sejma que les armées russes en Finlande défendaient Pétrograd contre l'impérialisme allemand. Mais ce n'était pas l'opinion des éléments de droite. Il était facile de voir dans la presse social-démocrate des déclarations mettant le pays en garde contre le danger d'avoir recours à l'aide « étrangère » ; il semble même qu'on ait exploité à ce sujet la parole de Karl Liebknecht que les ouvriers de chaque pays doivent en finir eux-mêmes avec leur bourgeoisie.

Un tel point de vue ne pouvait cependant pas être développé devant les masses ouvrières, car le prolétariat voyait dans les armées russes sa meilleure défense contre la garde blanche (la Finlande n'avait pas d'armée nationale depuis l'année 1902). Nous devions éprouver par la suite une certaine désillusion à ce sujet, du fait qu'une grande partie de l'ancienne armée se trouva démoralisée, lorsque se déclancha la guerre civile. Les armées qui se trouvaient dans la Finlande du sud furent à la fin de janvier prises au dépourvu par les blancs ; dans la Finlande du sud une grande partie d'entre elles — les choses se passaient au moment de la paix de Brest — se démobilisa d'elle-même tandis qu'une partie restait neutre (les officiers n'en rendaient pas moins de grands services aux blancs). Notre ignorance de la langue russe nous a causé à ce moment des préjudices irréparables.

Il y eut pourtant des révolutionnaires russes volontaires qui luttèrent fraternellement aux côtés de la garde rouge finlandaise nous apportant le soutien particulièrement précieux de leurs spécialistes : les officiers, les artilleurs, les médecins, etc... Les médecins finlandais refusaient de soigner les rouges et les blancs fusillaient même les infirmiers. Les stocks d'armes et d'équipement fournis par nos camarades russes nous ont été particulièrement précieux. La fraternité des prolétaires russes et finlandais scellée dans le sang fut même une des meilleures leçons de cette lutte et ce sang versé creuse à jamais un abîme infranchissable entre les classes de Finlande. L'illusion d'un gouvernement national s'est également dissipée.

(1) Voir O. V. Kuusinen. *La révolution en Finlande, auto-critique* et la *Lettre ouverte au camarade Lénine* des communistes finlandais en septembre 1918.

La guerre civile a débarrassé le prolétariat finlandais de bien d'autres illusions et particulièrement de celle de « l'indépendance nationale ».

Pour démontrer la nécessité d'une soumission vassale à l'Allemagne les laquais de la grosse bourgeoisie s'empressèrent de constater l'impossibilité de conserver l'indépendance des petits peuples. La bourgeoisie a jeté son masque, découvrant sa figure réactionnaire : toutes ces coquetteries avec la démocratie cessèrent et les tendances au carnage de la bourgeoisie trouvèrent leur expression dans la terreur blanche ; après le coup d'Etat un candidat au trône royal fut désigné et beaucoup de réformes furent abolies. Les tendances progressistes du professeur Stolberg défendant « une république » extrêmement monarchiste n'étaient qu'une façon habile d'exprimer les intérêts de la bourgeoisie. Ce point de vue, soutenu par un certain nombre de partisans de l'Entente, semblait parfaitement acceptable lorsqu'éclata le scandale avec le kaiser.

Le prolétariat reçut une nouvelle leçon. La bourgeoisie se montra prête à vendre sans hésiter son pays à l'impérialisme de l'Entente contre du pain, des armes et des emprunts, pourvu que le succès dans sa lutte contre la révolution lui fut garanti.

La guerre civile de 1918 remit à l'ordre du jour une série de problèmes nationaux.

L'aristocratie suédoise décida que son heure avait de nouveau sonné du fait qu'elle avait fourni à l'armée blanche un nombre assez important d'officiers. Elle s'empara des meilleures places dans l'armée, dans l'administration civile, le corps diplomatique et attendit avec impatience l'arrivée du roi, préparée en Allemagne, et de sa suite. Elle avait bien contre elle la démocratie petite-bourgeoise des paysans, mais les efforts de celle-ci restaient sans résultat.

Les « progressistes », avec le concours des social-patriotes des rangs de la social-démocratie blanche, créèrent en été 1919 une république monarchique après avoir élaboré une nouvelle constitution et promu le professeur Stolberg à la dignité présidentielle, en remplacement du général Mannerheim. Le nationalisme anti-russe joua en cette occasion un rôle important. Les classes moyennes qui s'étaient laissé prendre à la propagande anti-russe s'aperçurent bientôt qu'au lieu des bolcheviks qui reconnaissaient malgré tout l'indépendance du pays elles avaient maintenant affaire aux pires finno-phobes et aux représentants des bandes noires, adversaires invétérés de l'indépendance de la Finlande. Cette dialectique contradictoire de la société capitaliste était absolument inaccessible à la compréhension de la petite bourgeoisie. On trouvait même dans les journaux bourgeois des protestations indignées contre le fait que la « société » russe, non seulement prenait part à la vie des restaurants et des théâtres de Helsingfors, mais encore y donnait le ton.

Les patriotes finlandais qui comptaient, sur la foi des phrases creuses des émigrants russes de Finlande, qu'à défaut des « noirs » les blancs tout au moins reconnaîtraient l'indépendance de la Finlande apprirent de la bouche de Miliokoff et de Kerensky à Paris, que leur indépendance ne pouvait être reconnue par « aucun gouvernement russe ». Le gouvernement du Nord-Ouest qui, selon les instructions de Londres, s'était montré prêt à reconnaître l'indépendance de la Finlande, dirige maintenant ses pas sur Paris chez MM. Sasonoff et Cie.

Et Von der Goltz même, le libérateur de la Finlande, a joué un rôle dans la Prusse orientale au cours d'intrigues qui menaçaient d'étouffer la Finlande par les mains de la réaction russo-allemande.

La question des îles d'Aaland fait l'effet d'un paragraphe spécial dans l'histoire politique contemporaine de la Finlande. La population des îles, qui parle la langue suédoise, est composée de pêcheurs, de petits propriétaires de bateaux, et de paysans. Leur marché d'exportation est Stockholm ; leur patriotisme revêt un caractère purement provincial (ni suédois, ni finlandais). On n'y trouve qu'un très petit nombre d'ouvriers émigrés de Finlande. Au moment de la guerre civile, la bourgeoisie et les classes cultivées demandèrent secours à la Suède, qui, « obéissant à des considérations humanitaires », envoya ses troupes aux îles ; elles y régnèrent jusqu'à l'arrivée des Allemands. Par la suite, les Suédois démolirent les fortifications.

En compensation pour ce secours reçu les représentants d'Aaland vendirent le pays à la Suède, après avoir rassemblé des signatures sous une adresse, dans laquelle la « voix du peuple » exigeait l'annexion des îles par la Suède. Il est évident que cette dernière désire avoir en sa possession la clef du golfe de Bothnie et fait antichambre à Paris pour l'obtenir. Mais la Finlande s'oppose énergiquement à ce « séparatisme », à cette « haute trahison » et les journaux fulminent contre la Suède soulignant le fait qu'un irrédentisme finlandais existe également en Suède, dans les riches régions minières, dont la population finlandaise n'exige pourtant pas son rattachement à la Finlande. M. Branting, cet agent de l'Entente, se prononce évidemment pour la reconnaissance à l'île d'Aaland « du droit de se gouverner elle-même », ce qui ne manquera pas d'être profitable à la Suède. Mais sa seule victoire diplomatique, après une série de désillusions, est une promesse faite aux social-démocrates finlandais à Berne de décider de la destinée des îles d'Aaland (1) au moyen d'un referendum qui aurait lieu dans quelques années (peut-être dans dix ans).

En ce moment, la Finlande blanche essaie de résoudre cette question en octroyant l'autonomie aux îles d'Aaland. Les Suédois de Finlande (qui ont obtenu certaines garanties de leurs droits) sont également contre la séparation des îles d'Aaland, craignant qu'elle ne mène à l'affaiblissement de l'élément suédois en Finlande. En fin de compte la question des îles d'Aaland n'est toujours pas résolue. Chacune des puissances baltiques voit dans ces îles son Gibraltar ; le camarade Tchitcherine a également déclaré que cette question ne peut être résolue sans la Russie.

La question nationale la plus importante en Finlande est celle de Mourmansk et de la Karélie. En consultant la carte nous remarquons que la frontière orientale historique de la Finlande est loin de correspondre à sa frontière « géographique ».

La population qui habite au delà de cette frontière est composée en majeure partie de Lapons qui sont divisés entre la Norvège, la Suède, la Finlande et la Russie, et il serait plus juste de dire qu'ils sont complètement privés de tout sentiment politique national. Les côtes Mourmanes sont habitées par des Russes, des Norvégiens et des Finlandais. Les Karéliens finlandais près de la mer Blanche et dans la région d'Olonetz, au nombre de plus de 100.000, sont des paysans vivant dans les conditions les plus primitives. C'est de leur sein qu'est sorti le barde national finlandais. Ils sont orthodoxes et parlent le finnois. Ils possèdent une certaine éducation russe bien que, dans ces dernières années, une propagande finlandaise nationale soit faite parmi eux.

(1) Les journaux annonçaient à la fin de décembre, que le congrès du parti social-démocrate avait réalisé cette promesse et se prononçait seulement en faveur de l'autonomie pour les îles d'Aaland.

L'union politique de ces deux régions avec la Finlande fut autrefois l'un des grands désirs des Finlandais. Pendant la guerre mondiale, l'Allemagne tourna ses regards de ce côté ; une riche littérature naquit sur la « Grande Finlande » considérée comme un pays vassal de l'Allemagne qui aurait eu pour frontières le Svir, l'Onéga, la mer Blanche et aurait englobé la presqu'île de Kola. La réalisation de ce plan semblait très désirable à l'Allemagne, pour l'exploitation des forêts, des cascades et de la population de la Finlande. A cela s'ajoutait encore la perspective de disposer de plusieurs ports sur l'Océan Arctique et de former un coin entre l'Angleterre et la Russie. Quant aux moyens pour arriver à ce but, ils étaient fournis par le chauvinisme finlandais avec la spéculation sur les forêts pour la bourgeoisie. Il sera utile de rappeler ici qu'au moment des négociations de Protopopoff concernant une paix séparée, l'Allemagne consentait à renoncer à toute espèce d'intervention dans la question finlandaise.

Au moment de la guerre civile la prise de la Karélie entrait dans le programme de Mannerheim, mais il fut obligé d'y renoncer tant par suite des remontrances de la Suède et de l'Allemagne que parce qu'il n'avait pas la force d'exécuter ce plan. De plus, du côté de Mourmansk, il se trouvait d'abord sous la menace des rouges, puis des Anglais. Par suite de la défaite des armées soviétistes une partie des Finlandais rouges, après avoir repoussé les tentatives d'offensive de la part des blancs, resta à Mourmansk. Avec le concours des Anglais, ils y formèrent une « légion finlandaise », mais les Anglais ne réussirent pas à la mener contre la Russie soviétiste. L'Angleterre livra alors ces légionnaires à la Finlande blanche, où ils reçurent une amnistie conditionnée. Cette amnistie ne s'appliqua pas à tout le monde. C'est ainsi, par exemple, que Tokoï ,l'auxiliaire de l'Entente, échappé de Russie et déclaré traître à l'œuvre nationale par le Parti communiste finlandais, ne fut pas amnistié.

Au printemps de 1919 le plan des opérations militaires contre Pétrograd comprenait l'offensive des « volontaires » finlandais avec le soutien du gouvernement d'Olonetz. Elle fut repoussée en partie avec le concours des Finlandais rouges qui entraient dans la composition de l'armée rouge. Maintenant, tout Finlandais comprend clairement que ni l'Entente et ni la Russie — la Russie réactionnaire — n'ont jamais promis à la Finlande la réunion de ces régions.

Dans la meilleure des conjonctures, la Finlande ne peut espérer recevoir des impérialistes aucun territoire sur le Petchénéga, promis par le gouvernement autocrate dès en 1864, et reconnu à la Finlande tout récemment par le traité du 3 mars 1918, annulé maintenant, entre la Finlande rouge et la Russie soviétiste (1).

Parmi les questions nationales finlandaises il nous reste encore à mentionner celle de l'Ingermanland. Il y a dans le gouvernement de Petrograd près de 150.000 paysans finlandais auxquels l'église protestante et une école conservatrice servaient de ciment national.

Un certain courant socialiste, en majeure partie menchévique, s'est manifesté parmi eux après 1905. Actuellement les Ingermanlandais ont plusieurs programmes nationaux.

(1) Au début de 1920, les Karéliens près de la mer Blanche, opposèrent selon les communications des journaux, une résistance armée aux plans de mobilisation du gouvernement blanc du Nord. Ils élurent également leur propre organe de direction. En février, les Finlandais blancs s'emparèrent du Petchénéga, ce qui provoqua une grande inquiétude même en Norvège où il existe également un irrédentisme finlandais.

Le plus fantastique d'entre eux, qui exige l'annexion de cette région à la Finlande et l'abolition du rôle politique de Pétrograd, est actuellement reconnu par la Finlande comme absolument inadmissible. La conduite des officiers de Youdenitch à l'égard des Ingermanlandais pendant l'offensive du printemps refroidit sensiblement les sentiments nationaux des « blancs ». Néanmoins, il existe encore en Karélie, de l'autre côté de la frontière russe, un camp de partisans ingermanlandais d'où des incursions très douloureuses pour la population des villages environnants ont été faites plus d'une fois. Mais les Ingermanlandais de Russie acquièrent de jour en jour la conviction que le droit de disposer d'eux-mêmes et le droit d'éducation autonome que leur reconnaît la Russie soviétiste crée pour eux les meilleures conditions d'un développement, menacé au contraire par la contre-révolution. Les autres débris du peuple finlandais (au confluent du Volga et du Tver) n'ont également reçu la possibilité de se livrer à un travail de culture nationale que sous le régime soviétiste.

Ils se trouvent certainement en dehors des désirs des pan-finlandais.

Les Esthoniens sont également un peuple finlandais et les Finlandais les accablent de politesses. L'hiver dernier il y eut aussi en Esthonie des volontaires finlandais dont les exploits ont laissé un souvenir ineffaçable. La bourgeoisie finlandaise observe cependant au sujet de la conclusion d'une alliance avec les Esthoniens une extrême circonspection : elle craint que le « concert » des grandes puissances reconnaissent l'indépendance de la Finlande et refuse les mêmes droits à l'Esthonie. La Finlande est déjà arrivée, l'été dernier, à obtenir une reconnaissance conditionnelle, mais son indépendance est encore loin de lui être garantie (1).

Comme on peut le voir par tout ce qui précède, toute une série de problèmes nationaux compliqués dont les plus importants sont similaires à ceux qui existent en Russie se posent en Finlande. Les intérêts de la bourgeoisie finlandaise l'obligent à s'entendre avec la bourgeoisie russe. C'est une question de marché et de nécessité politique. Le sens objectif de la politique de Mannerheim — c'est le soutien de la contre-révolution russe pour la prise de Pétrograd — avec cette conséquence inéluctable que la « nouvelle Russie » dictera ses conditions à la Finlande. Et ceci signifie à son tour que la haute bourgeoisie finlandaise est revenue à son ancien point de vue : *mutatis mutandis !* Mais il est impossible de l'exprimer ouvertement en Finlande. Très caractéristique est cette phrase du président Stolberg que « les Finlandais périront plutôt que de revenir au misérable état de soumission à la Russie ».

Le soutien des allogènes (les Karéliens, les Ingermanlandais) continue à jouir d'une certaine popularité dans quelques milieux et sera certainement exploité par les impérialistes malgré l'impossibilité réelle de réaliser les desseins de la Grande-Finlande, dans les conditions actuelles. Parmi les social-patriotes les plans visant l'union de la Karélie à la Finlande avaient de très chauds partisans ; bien qu'ils veuillent les réaliser « à l'amiable » au moyen de la démocratie et du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

Pourtant les social-démocrates blancs eux-mêmes ont stigmatisé les « expéditions libératrices » du nom d'invasions de brigands capitalistes et

(1) La conférence des pays baltiques en janvier 1920 était une tentative faite pour obtenir des impérialistes la reconnaissance et un appui et pour défendre les intérêts des « petits » contre les grands et particulièrement contre le bolchevisme.

d'aventures politiques car elles nuisent à leur politique et provoquent une recrudescence du mouvement révolutionnaire. Et la politique prudente du centre gouvernemental reflète la situation chancelante des petites nationalités placées entre le marteau et l'enclume.

« La guerre libératrice » avec ses conséquences a ouvert les yeux du prolétariat sur le caractère réactionnaire de la politique « nationale ».

« L'autonomie » a été la base de l'impérialisme. Et de jour en jour, au fur et à mesure qu'apparaissent en surface les plans secrets de la bourgeoisie finlandaise, complotés de concert avec la bourgeoisie russe, le prolétariat acquiert la conviction de la nécessité urgente d'une action commune avec le prolétariat russe.

Et il est évident que cette action n'est possible que dans la lutte révolutionnaire. Malgré la différence du langage compliquant à l'extrême cette action commune, le fondement en est déjà posé du fait de la création du Parti Communiste Finlandais. Au moyen de ses livres, de ses éditions et de ses organisations, notre parti propage parmi les prolétaires finlandais les principes fondamentaux du communisme. Les camarades finlandais combattent dans les rangs de l'armée rouge, leurs écoles d'aspirants ont fêté dernièrement l'anniversaire de leur existence et des ouvriers communistes finlandais travaillent dans différentes institutions soviétistes.

Notre parti n'a pas encore élaboré de programme national spécial, mais dans une des résolutions du congrès du parti (septembre 1919) il a exprimé la conviction que le prolétariat révolutionnaire de Finlande accomplira son devoir. Il saura détruire les plans des impérialistes qui entraînent la Finlande dans une guerre contre la Russie, et briser le joug des exploiteurs. Il réunira la Finlande soviétiste dans une étroite alliance avec la Russie soviétiste ainsi qu'avec les autres républiques soviétistes en voie de formation.

Nous comprenons clairement que les relations entre la Finlande et la Russie ne pourront jamais être établies d'une manière satisfaisante sous un régime capitaliste et que les deux pays ne se trouveront étroitement unis que par un travail commun sur le terrain du régime soviétiste. Il est également évident que la question de la Karélie, comme celle de l'Ingermanland, trouveront leur solution sur ce même terrain. Le droit du peuple d'Aaland à disposer de lui-même ne pourra être réel tant que ce groupe d'îles représentera une pomme de discorde entre les puissances annexionistes, c'est-à-dire tant que la mer Baltique ne sera pas environnée de pays pacifiques, gouvernés par le travail. La question nationale dans la Finlande même, épurée par la révolution prolétarienne de toute la saleté apportée par les classes bourgeoises, sera résolue pacifiquement à la satisfaction commune des masses ouvrières finlandaises et suédoises.

Les événements sanglants de Finlande ont ouvert les yeux au prolétariat sur la nature réelle de l'impérialisme. Actuellement cette vérité apparaît de plus en plus clairement dans ce pays et se trouve en relation directe avec le développement du mouvement révolutionnaire. Sous la direction de l'Internationale Communiste et avec son aide, avec le concours de la Russie soviétiste, le prolétariat finlandais résoudra ses problèmes nationaux sous le drapeau de la dictature prolétarienne.

G. SIROLA.

Chronique Internationale

BULGARIE

L'admirable Parti Communiste Bulgare, dont l'action pourrait être citée en modèle à tous les partis socialistes et communistes du monde, nous communique un émouvant appel qui, nous voulons l'espérer, doit être entendu partout. Nous invitons les partis frères et les publications amies à donner à ce document la plus large publicité.

Au Comité Exécutif et à toutes les sections de L'Internationale Communiste.

Camarades,

Le Comité Central du Parti Communiste bulgare (Socialistes Etroits), profondément pénétré de la haute importance du 2e Congrès de l'Internationale, a décidé d'y déléguer quatre de ses meilleurs militants, à savoir les camarades *Vassil Kolaroff*, secrétaire du Parti, *Georghi Dimitroff*, secrétaire de l'Union Générale des Syndicats, *Christo Kabaktchieff*, rédacteur en chef du *Rabotnitscheski Vestnik*, organe quotidien du Parti et des Syndicats, et *Nicolas Maximoff*, docteur en médecine. Les trois premiers font partie du Comité Central du Parti, et tous les quatre sont membres du Conseil du Parti et de la Chambre des Députés. Par leur dévouement à la cause du prolétariat, dont ils ont fait preuve pendant des dizaines d'années, par leurs connaissances, leurs talents et leur énergie, ils ont toujours été et ils sont encore des militants qui ont su conduire le mouvement dans notre pays avec la fermeté et l'intransigeance qui ont fait du parti bulgare une des sections les plus vivantes de l'Internationale Communiste.

Le parti bulgare ne pouvait cependant pas se faire d'illusions sur le moyen de parvenir à Moscou. Le gouvernement bulgare n'aurait jamais délivré des passeports pour la Russie Soviétique. En admettant même qu'il l'eût voulu, sous la pression de notre prolétariat organisé, les représentants de l'Entente à Sofia ne l'auraient pas permis. Il fallait donc ou bien renoncer à tout espoir de faire participer nos délégués aux délibérations du Congrès, ou bien exposer nos délégués aux plus grands risques. Le Parti s'est décidé, répondant tout à la fois à l'appel de l'exécutif et à sa propre conception de l'importance du Congrès et de notre devoir envers l'Internationale, d'envoyer ses délégués au risque de leur liberté et même de leur vie. La décision a été d'autant plus douloureuse à prendre qu'en exposant ces camarades aux plus grands dangers personnels, on risquait par là-même d'enlever au mouvement bulgare ses meilleures forces militantes. Et il s'agissait de dangers indubitables. Faute de passeports et de temps nécessaire pour se rendre en Russie par l'Europe occidentale, il ne restait qu'un seul moyen : faire le trajet de Bulgarie à Odessa en simple barque de pêcheurs. C'était exposer les délégués à la fureur des flots de la mer Noire qui engloutit constamment de grands bateaux

et à plus forte raison les petites coquilles que sont les barques de nos pêcheurs. Mais avec une simplicité admirable, profondément dévoués à la cause prolétarienne, les quatre délégués n'ont pas hésité de quitter leurs familles, leurs camarades et la terre ferme et ils se sont embarqués pour aller saluer le grand centre soviétiste de la révolution mondiale et contribuer au succès final des luttes prolétariennes.

Malheureusement, nos appréhensions ont été confirmées, cependant d'une façon imprévue. La barque où avait pris place les camarades Kabaktschieff et Maximoff a été éloignée, par une tempête violente, de l'autre barque où était Vassil Kolaroff, Georghi Dimitroff et un autre camarade Christo Boeff. Après une nuit terrible, la première barque a pu atterrir de nouveau au rivage bulgare ; mais, malgré tout ce qu'ils avaient subi, les deux camarades Kabaktschieff et Maximoff, loin de se décourager, ont repris de nouveau la mer avec l'inébranlable décision de lutter jusqu'au bout pour remplir la mission que leur avait confiée le prolétariat communiste bulgare. Depuis lors, cependant, nous n'avons pu rien apprendre sur le destin de ces camarades. Ont-ils été engloutis par les flots, ont-ils été apercus et arrêtés en route par les forces navales contre-révolutionnaires, ou bien sont-ils parvenus à atteindre le rivage béni de la Russie Soviétiste, nous n'avons aucune nouvelle là-dessus.

Quant à l'autre barque avec Vassil Kolaroff, Georghi Dimitroff et Christo Boeff, fouettée par la tempête, elle a lutté du 29 juin jusqu'au 3 juillet. Ce dernier jour la mer l'a rejetée vers Soulina. Nos camarades, épuisés et manquant d'eau à boire, ont voulu s'approvisionnr d'eau douce dans le voisinage de l'endroit où le Danube se jette dans la mer Noire. A ce moment une canonnière roumaine accourt, arrête la barque et fait « prisonniers » nos camarades. De là on les emmène à Constanza où on les jette en prison après les avoir dépouillés de tout leur argent. D'après des nouvelles non encore confirmées, nos camarades ont été transportés à Braila et il est fort probable qu'aujourd'hui, si quelque chose de pire ne leur est arrivé, ils se trouvent déjà dans les prisons noires de Bucarest.

Le gouvernement roumain, non seulement d'après les lois humaines, qui n'existent point pour la bourgeoisie, mais aussi d'après les lois bourgeoises elles-mêmes, n'avaient aucun droit d'arrêter et à plus forte raison de garder nos camarades en prison. Par des documents incontestables, il est prouvé qu'ils n'ont jamais eu le dessein de se rendre en Roumanie, que leur mission était de se rendre directement de Bulgarie, qu'ils ont quittée le 29 juin pour participer au Congrès de Moscou, à Odessa, et qu'ils n'ont donc enfreint aucune loi roumaine. Si pour un moment ils ont été rejetés par la tempête dans le voisinage du rivage roumain, il y a là l'effet d'une force majeure évidente. Le gouvernement roumain devait donc les relâcher sans le moindre retard. Il a fait juste le contraire. Aujourd'hui nos camarades sont dans les griffes des geôliers roumains. Ne sont-ils pas maltraités et quel est le sort qui leur est réservé par le gouvernement roumain ? Ce sont là des questions que se posent tous les prolétaires bulgares.

L'indignation du prolétariat bulgare se manifeste déjà dans de grands meetings de protestation, dans lesquels nos ouvriers demandent la mise en liberté immédiate de nos camarades pour qu'ils puissent continuer leur voyage. Le gouvernement bulgare est obligé par les lois bulgares de réclamer du gouvernement roumain la libération des trois citoyens bulgares, dont deux sont aussi des députés du parlement bulgare. En admettant même qu'il y a eu infraction à quitter la Bulgarie sans avoir obtenu de passeports, on n'y pourrait voir à la rigueur qu'une infraction à la loi bulgare sur les passeports et non pas aux lois roumaines. Mais, si malgré tout le gouvernement bulgare n'agissait pas énergiquement dans le sens indiqué, il est certain que l'effervescence des masses laborieuses en Bulgarie irait toujours augmentant et il est difficile d'en prévoir toutes les péripéties.

Mais il est évident que dans tout cela ce n'est pas le prolétariat bulgare seul qui est atteint. L'acte du gouvernement roumain est un affront avant tout à l'égard de l'Internationale Communiste, puisque ce sont des membres du congrès, la plus haute institution de l'Internationale, qui sont arrêtés et jetés en prison pour les empêcher de remplir leur mission. C'est en même temps une provocation directe à l'égard de la Russie Soviétiste dont l'hospitalité assurait la bienvenue aux délégués de toutes les sections de l'Internationale et qui se trouva contrecarrée et bravée par l'acte arbitraire d'un Etat voisin. Alors que le gouvernement italien et même le gouvernement anglais, pour ne parler que de ces deux pays, se voient contraints de faciliter les délégués de la classe ouvrière dans leur voyage pour la Russie, le gouvernement roumain prétend vouloir se moquer de la volonté du prolétariat mondial et des prolétariats russe, bulgare et roumain en particulier.

En exposant les faits dans toute leur crudité, nous faisons appel au Comité Exécutif de l'Internationale et au gouvernement de la Russie Soviétiste, pour qu'ils demandent et obtiennent, par des procédés énergiques, la libération des camarades bulgares. Nous faisons également appel à toutes les sections de l'Internationale pour que, de leur côté, par les moyens les plus efficaces, elles fassent comprendre à leurs gouvernements respectifs que la volonté de la classe ouvrière est qu'on mette fin à de pareils scandales internationaux et que surtout on tiendra pour responsables aussi bien le gouvernement roumain que les gouvernements des autres pays qui n'interviendraient pas, des conséquences d'un tel refus et spécialement de toute brutalité que se permettraient les justiciers et policiers roumains envers nos camarades. Il est évident, d'autre part, que c'est au prolétariat roumain qu'il incombe de procéder le plus énergiquement et le plus rapidement pour exercer la pression nécessaire sur le gouvernement roumain.

Le prolétariat bulgare s'est toujours solidarisé avec le plus grand empressement avec le prolétariat international dans toutes les luttes de ce dernier. Nous ne doutons pas que, dans l'épreuve qui vient d'atteindre la classe ouvrière bulgare, les camarades des autres pays ne manqueront pas, à leur tour, de nous prêter leur appui puissant.

Recevez, chers camarades, nos salutations fraternellement communistes.

Sofia, le 12 juillet 1920

Pour le Comité Central,

D. BLAGOIEFF.

POLOGNE

La terreur blanche s'est déchaînée sur la Pologne. On arrête par centaines les travailleurs et les communistes, la classe ouvrière est livrée aux brutalités de la police, des mouchards, des mercenaires et des meneurs réactionnaires. L'armée des volontaires qui se forme, sévit dans les villes polonaises et a pris sur elle la mission d'une garde blanche. C'est en l'honneur de cette armée et de la « défense de la patrie » que l'on célèbre des fêtes publiques, où des orateurs furibonds, en flétrissant la classe ouvrière, la révolution et les juifs, jettent l'anarchie et le trouble. Des affiches officielles du gouvernement avertissent la population de ne pas faire des progromes contre les juifs, pour que l'Europe « ne soit pas mal impressionnée ».

Les prisonniers récemment arrêtés aussi bien que ceux qui sont détenus depuis longtemps, sont transférés, à l'insu du public et même de leur familles, en des lieux secrets et inconnus. On ignore ce qui est arrivé aux 70 communistes qui, après la grève du jeûne dans la prison de Mokotow à Varsovie, ont été emmenés à Bialystok. Les menaces des réactionnaires annoncent assez clairement que les incarcérés et les internés se trouvent dans le plus grand danger.

C'est en de telles circonstances que M Daszynsky, un des leaders social-patriotes, est devenu vice-président du conseil, et M. Barlicki déclara au nom des députés du P. P. S. à la Diète qu'ils soutiendraient le gouvernement, où siègent les contre-révolutionnaires bien connus. Les membres du parti socialiste polonais et les travailleurs qui le suivent encore maintenant se taisent et n'entreprennent rien pour délivrer des mains de la bourgeoisie, de la réaction, les centaines et les milliers de militants prolétariens, dont toutes les prisons et tous les camps de concentration sont comblés, ils n'entreprennent rien pour leur sauver la vie.

La politique du P. P. S. et de ses chefs rend ceux-ci responsables de la vie des ouvriers et des révolutionnaires polonais. Le P P. S. est responsable de la réaction de ces jours, de chaque journée de prison, de chaque accès de faim, de chaque goutte de sang ouvrier. Le P. P. S. — parti de gouvernement ! — est responsable de la réaction sanglante en Pologne, qui se prépare de toutes ses forces à écraser et exterminer la classe ouvrière polonaise.

Dans le combat des communistes polonais contre les social-traitres polonais, il y va de l'existence de la classe ouvrière. C'est aux prolétaires de tous les pays qu'incombe le devoir de prononcer la dernière parole. C'est à eux de sauver de la mort les travailleurs, qui vont périr aux mains de la réaction bourgeoise et social-chauviniste. Le prolétariat international a le devoir de mettre le P. P S. en accusation et de le rendre responsable de la dictature réactionnaire, soutenue sciemment par le parti de M. Daszynski.

Comité de la 3e Internationale

La réunion plénière du Comité de la 3e Internationale aura lieu le vendredi 20 août, à 20 h. 30, 49, rue de Bretagne.

NOTRE SOUSCRIPTION

20e LISTE

Un ingénieur bolcheviste, Oran, 5 fr. — Francis Perret, Nevers, 5 fr. — Liste de souscription n° 59, 17 fr. 30. — Michaud, instituteur, Loir-et-Cher, 5 fr. — Contre l'intervention, 2 fr. — Un instituteur, 5 fr. — Berlot, Lyon, 10 fr. — H. R., 5 fr. — Liste de souscription n° 121, 8 fr. 75. — Jumeau, 5 fr. — Un camarade, 1 fr. — Andrée Dubois (2e versement), 10 fr. — Un soviétiste, 1 fr. 50. — Un camarade communiste, 2 fr. — Henry (Ixelles) (4e versement), 20 fr. — Liste de souscription n° 85, 21 fr. 95. — A. Aubry, 9e Arr., 10 fr. — Liste de souscription n° 90, 15 fr. — Collecte faite au Cirque de Paris, versée par D..., 88 fr. — Liste de souscription n° 44, versée par Louis Hubin, 21 fr. 10.

Total de la 20e liste	258 60
Total des listes précédentes.	4.497 05
Total général..........	4.755 65

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3e Internationale

PARAISSANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

FRANCE

50 numéros..............	25 francs
20 numéros..............	10 francs
10 numéros..............	5 francs

ETRANGER

50 numéros..............	30 francs
20 numéros..............	12 francs
10 numéros..............	6 francs

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à

René REYNAUD

123, rue Montmartre — PARIS

La Revue Communiste

Nous donnerons dans notre prochain numéro, le sommaire du n° 6 de la Revue Communiste.

FÉDÉRATION DU LIVRE — MARQUE SYNDICALE — PARIS - 11e SECTION

Travail exécuté par des ouvriers payés au tarif syndical

Le Gérant : R. APERCE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
Georges Dangon, imprimeur
123, rue Montmartre, 123, Paris (2e)